

350 - Prévention des maladies infectieuses

**350 Prévention des maladies infectieuses -
Propositions financières - Budget primitif 2018**

Rapport n° CD/2017/125

Service Chef de file :

I3 - Service des actions de prévention sanitaire

Service(s) associé(s) :

L420 – Service Eau- assainissement, déchets

Résumé :

Il est proposé au Conseil Départemental de décider de l'inscription des crédits de l'axe 350 – Prévention des maladies infectieuses, au BP 2018.

La prévention des maladies infectieuses correspond à plusieurs activités mises en œuvre par le Département sur délégation de l'Etat :

- le dispositif de prévention et de dépistage de la tuberculose au sein du Centre de lutte antituberculeuse (CLAT67) qui assure la prévention et le suivi médical de tout patient au contact de ce risque,
- la prévention vaccinale des maladies infectieuses par la fourniture de vaccins et la prise en charge des vacations médicales pour les structures de prévention (dont le Centre de lutte antituberculeuse) et les séances de vaccination dites « de mairie », le tout selon les recommandations du calendrier vaccinal en vigueur,
- la prévention primaire des cancers au moyen du soutien financier apporté aux structures associatives de gestion qui œuvrent dans ce domaine (ADECA pour le dépistage du cancer colorectal, ADEMAS pour le dépistage du cancer du sein et EVE pour le dépistage du cancer du col de l'utérus).

Il est proposé au Conseil Départemental de décider de l'inscription des crédits à destination des associations qui mènent des actions de prévention dans le périmètre des compétences sanitaires des missions du Département.

Il est également proposé au Conseil Départemental que dans le cadre de ses compétences en matière de lutte contre les moustiques, le Département attribue une subvention d'investissement au Syndicat mixte de lutte contre les moustiques du Bas-Rhin.

Récapitulatif des montants proposés en dépenses par mode d'action :

D/R	Code Mode d'action	Section	Libellé Mode d'action	CA réalisé HT 2016	Budget Primitif voté 2017	Projet Budget Primitif 2018
D	35010	F	Prévention dépistage	647 293,43	471 866,00	439 966,00
D	35010	I	Prévention dépistage	0,00	30 000,00	0,00
D	35020	F	Vaccination	34 281,28	41 258,00	37 258,00
D	35030	F	Subventions aux associations pour la prévention médico-sociale	15 956,00	19 000,00	13 000,00
D	35030	I	Subventions aux associations pour la prévention médico-sociale	0,00	0,00	10 000,00
			TOTAL	697 530,71	562 124,00	500 224,00

Récapitulatif des montants proposés en recettes par mode d'action :

D/R	Code Mode d'action	Section	Libellé Mode d'action	CA réalisé HT 2016	Budget Primitif voté 2017	Projet Budget Primitif 2018
R	35010	F	Prévention dépistage	322 240,57	4 500,00	2 500,00
R	35030	F	Subventions aux associations pour la prévention médico-sociale	5 913,29	2 000,00	2 000,00
			TOTAL	328 153,86	6 500,00	4 500,00

Le Département du Bas-Rhin dispose depuis le 1er janvier 2004 d'une délégation de compétence de l'Etat pour l'exercice des missions de prévention sanitaire dans les domaines de la prévention et du dépistage de la tuberculose et dans le domaine de la prévention vaccinale.

Ces compétences exercées depuis les premières lois de décentralisation de 1982/83 et reconduites le 1^{er} janvier 2004 sont complémentaires des missions exercées dans le domaine de l'insertion et plus largement dans le champ de l'action sociale. Ceci permet au Département de disposer d'un panel d'outils pour favoriser une prise en charge globale des situations individuelles rencontrant une problématique de santé, qui est un facteur majeur de précarité et qui peut constituer un frein à l'insertion.

Les actions de prévention menées dans le cadre de ces missions répondent à des priorités de santé publique locales et nationales, et s'appuient sur des dispositifs performants de proximité mis en place par la collectivité (ex. : Centre de lutte antituberculeuse du Bas-Rhin) en parfaite complémentarité et coordination avec les structures de soins publiques ou libérales et l'ensemble du dispositif de droit commun.

Ces actions concourent au déploiement des politiques publiques menées par la collectivité notamment dans le domaine de la petite enfance, de l'insertion, de la prise en charge de la dépendance et favorisent l'accès aux soins et à la prévention pour toutes les populations, dont les plus précaires.

Concernant la prévention primaire des cancers, cette participation du Département s'inscrit dans une action de santé publique multi-partenariale, dans laquelle il intervient pour la mise en œuvre des programmes de dépistage de manière volontariste, en apportant son concours financier aux structures de gestion compétentes assurant l'organisation locale des dépistages.

La proposition de budget primitif 2018 fait apparaître, suite aux efforts financiers, une diminution de 61 900,00 € par rapport à celui voté pour 2017. Cette différence s'explique principalement par l'absence de crédits d'investissement pour 2018, la diminution des frais de maintenance des nouveaux équipements radiologiques, des frais de biologie médicale et une baisse des enveloppes consacrées à la rémunération des médecins pneumologues.

En ce qui concerne les subventions médico-sociales, il est prévu pour 2018, un transfert des demandes de subventions de l'Association de lutte contre la toxicomanie (ALT) vers le service d'Insertion et de lutte contre l'exclusion (SILE) qui se traduit par une diminution du budget du service des Actions de prévention sanitaire (SAPS).

La baisse des recettes s'explique par une diminution des demandes de clichés radiologiques des services de médecine du travail.

35010 – Prévention dépistage

Crédits proposés au BP 2018 :

Fonctionnement 439 966,00 € - Recettes prévisionnelles 2 500,00 €

Ce mode d'action comporte :

- La prévention de la tuberculose qui recouvre l'ensemble des activités du Centre de lutte antituberculeuse (CLAT67), service du Département, qui regroupe le Centre de dépistage de la tuberculose de Strasbourg (CDT), les consultations de dispensaire réparties sur le territoire du Bas-Rhin (Haguenau, Molsheim, Saverne, Sélestat et Wissembourg) et les actions de l'Unité mobile de dépistage (UMD) qui va au-devant des patients (Centres de détention, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, foyers d'hébergement).

Pour 2016, 161 déclarations de cas de tuberculose ont été recensées et 8 047 patients ont été suivis, 19 148 consultations individuelles et 10 008 radios ont été réalisées dans le cadre de la lutte contre la tuberculose.

Le budget qui est proposé pour ce mode d'action, permettra la rémunération des vacations des médecins spécialistes en pneumologie et la prise en charge de frais de biologie. La partie consacrée à l'entretien du matériel de radiologie permettra d'effectuer la maintenance obligatoire des installations et leur réactualisation pour répondre aux normes en vigueur.

- La prévention primaire des cancers par le soutien financier apporté aux structures associatives de gestion qui œuvrent dans ce domaine (ADECA, ADEMAS, EVE).

L'ensemble de ces actions mobilise un montant total de crédits qui s'élèverait 439 966,00 €.

Le Centre de dépistage de la tuberculose offre la possibilité aux médecins du travail de faire passer des radios du thorax aux employés des diverses entreprises dépendant de leur portefeuille. Seules les radios non obligatoires ne faisant pas partie de la liste des métiers à risques infectieux sont facturées par le Département au tarif nomenclaturé de la Sécurité Sociale.

Les recettes perçues dans le cadre de ce dispositif s'élèveraient à 2 500,00 €.

35020 – Vaccination

Crédits proposés au BP 2018 : Fonctionnement 37 258,00 €

Cette mission permet au Département, sur délégation de l'Etat, de participer à la couverture vaccinale de la population et des personnes à risques et/ou en difficultés d'accès aux soins, en complémentarité avec les actions vaccinales du service de Protection maternelle et infantile. A ce titre, le Département prend en charge la rémunération des médecins vaccinateurs et fournit les vaccins nécessaires aux séances de vaccination dites « de mairie ».

En 2016, 1 024 doses de vaccins ont été fournies pour les vaccinations du Centre de lutte antituberculeuse et réalisées lors des séances « de mairie ».

Ces actions mobilisent un montant total de crédits qui s'élèverait à 37 258,00 €.

35030 – Subventions aux associations pour la prévention médico-sociale

Crédits proposés au BP 2018 : Fonctionnement 13 000,00 € -
Investissement 10 000,00 € - Recettes prévisionnelles 2 000,00 €

Le Département soutient des associations qui œuvrent dans le domaine médico-social et de la prévention sanitaire.

Ces propositions de subventions concernent les actions menées par Médecins du monde à destination des publics en grande précarité pour contribuer à favoriser l'accès aux soins et à la prévention, dont la prévention de la tuberculose. Ces actions se déclinent sur 2 dispositifs : le Centre d'accueil de soins et d'orientation (CASO) et les missions mobiles de soins de proximité (mission en direction des personnes sans abri et mission « bidonville »).

Le Département soutient également l'activité de l'Union départementale des donneurs de sang (UD67) pour son action identifiée comme une priorité de santé publique.

Ces propositions de subventions mobilisent un montant total de crédits qui s'élèverait à 13 000,00 €.

Dans le cadre de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964, modifiée en 2004, le Département est responsable de la surveillance et de la lutte contre les moustiques qui constituent une menace pour la santé de la population.

En l'occurrence dans le Bas-Rhin, le moustique-tigre (*Aedes albopictus*) est implanté depuis 2006 et constitue un vecteur potentiel de transmission de maladie comme la dengue, le chikungunya,....

Depuis cette date, le Département du Bas-Rhin a confié les opérations de surveillance et de lutte contre ce moustique à un opérateur public, à savoir le Syndicat mixte de lutte contre les moustiques du Bas-Rhin. En prévision de dépenses pour des équipements de lutte contre ces moustiques, il est proposé d'inscrire des crédits d'investissement (acquisition de véhicules, appareils de nébulisation, matériels informatiques,...).

Ces propositions de subventions mobilisent un montant total de crédits qui s'élèverait à 10 000,00 €.

La Commission de l'emploi, de l'insertion et du logement, réunie le 09 novembre 2017, a émis un avis favorable à ces propositions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Après en avoir délibéré, le Conseil Départemental décide des inscriptions budgétaires pour 2018 de l'axe d'intervention 350 – Prévention des maladies infectieuses, à savoir :

- 35010 Prévention dépistage : Fonctionnement 439 966,00 € - Recettes prévisionnelles 2 500,00 €

- 35020 Vaccination : Fonctionnement : 37 258,00 €

- 35030 Subventions aux associations pour la prévention médico-sociale :

Fonctionnement 13 000,00 € - Investissement 10 000,00 € - Recettes prévisionnelles 2 000,00 €

Strasbourg, le 29/11/17

Le Président,



Frédéric BIERRY